

BLOGUE
New York est le bouc émissaire des élections de mi-mandat, constate Richard Héту sur cyberpresse.ca/hetu

DOSSIER
Pour comprendre les enjeux entourant le débat sur le gaz de schiste, allez sur cyberpresse.ca/schiste

PLACE PUBLIQUE
Retrouvez les éditoriaux de la semaine et réagissez à l'actualité sur notre Place publique sur cyberpresse.ca/place-publique

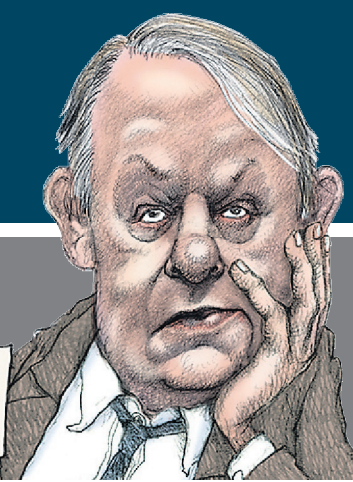
PLUS FORUM

GRANDS REPORTAGES, ANALYSES

LES «TRAPPES À TICKETS»
L'ÉDITORIAL DE FRANÇOIS CARDINAL PAGE 6

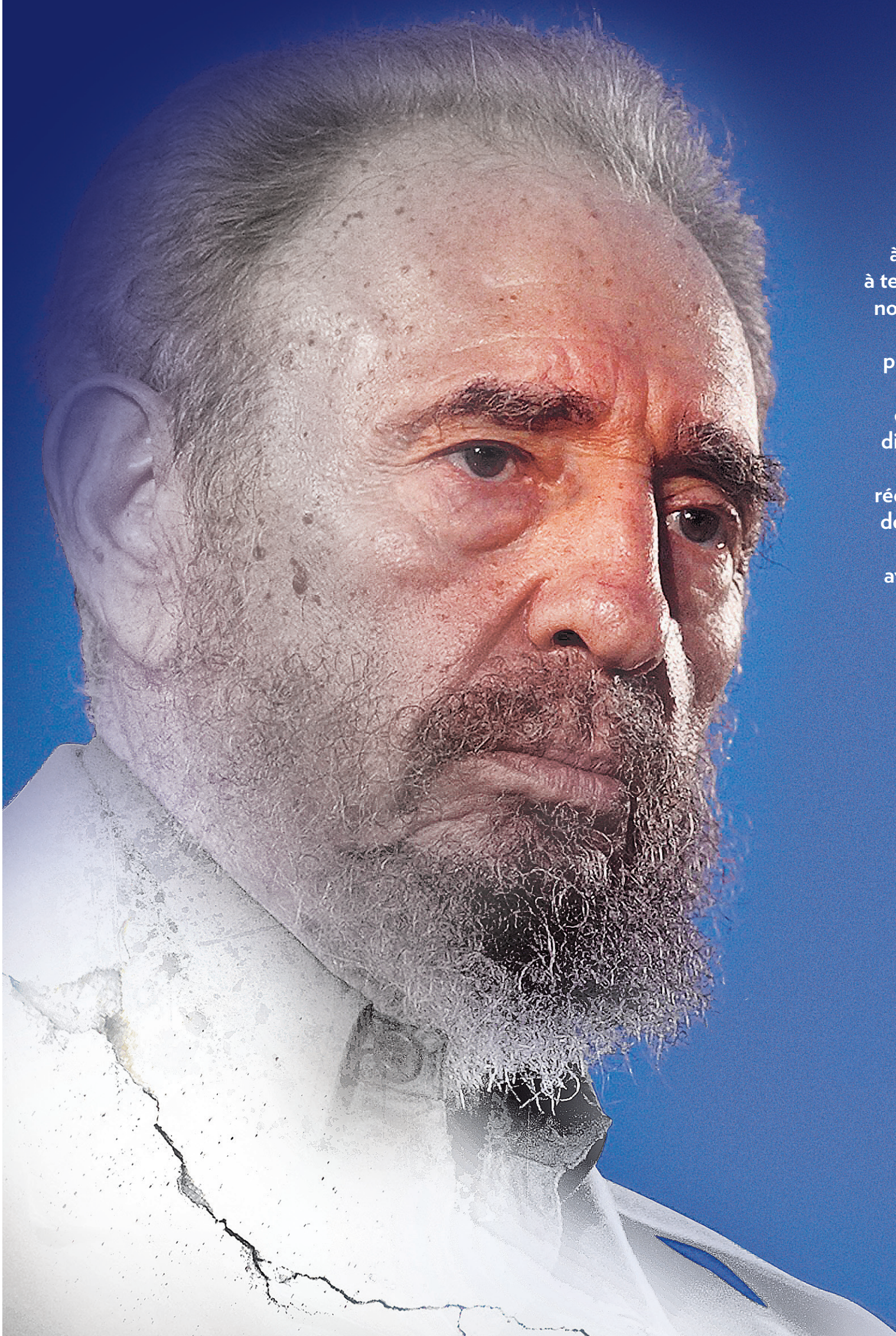
CARICATURE
L'ACTUALITÉ VUE PAR SERGE CHAPLEAU
PAGE 6

MAISON 555-1212
CELL 555-1010
VOISIN 555-1414



LE WEB ATTAQUE

LA BLOGOSPHERE EST-ELLE EN TRAIN DE FISSURER LE RÉGIME CUBAIN?



Y a-t-il une révolution tranquille en cours à Cuba? L'idée d'une réforme du régime cubain, au mieux, fait hausser les épaules à La Havane. Habitué à tellement de promesses non tenues, les Cubains, lucides, se préoccupent surtout de trouver eux-mêmes un moyen d'améliorer leur quotidien. Mais une nouvelle « menace » guette le régime, le web et son lot de blogueurs. État de la situation et rencontre avec une blogueuse qui ne veut pas se taire.

UN DOSSIER
DE JUDITH LACAHAPPELLE
À LIRE EN PAGES 2 À 5

PHOTOMONTAGE PHILIPPE TARDIF, LA PRESSE

SEULEMENT

2\$
/MOIS

POUR LES ABONNÉS VERSION PAPIER
2 SEMAINES
D'ESSAI GRATUIT

OÙ QUE VOUS SOYEZ,
LA PRESSE SUR VOTRE ORDINATEUR
EN VERSION INTÉGRALE.

LAPRESSESURMONORDI.ca



CUBA RÉVOLUTION TRANQUILLE



PHOTO JAVIER GALEANO, AP

Yoani Sánchez, la blogueuse la plus connue de Cuba, photographiée chez elle.

LA BLOGOSTROÏKA DE YOANI SÁNCHEZ

Les Cubains bavards ne sont pas différents des autres : l'internet leur offre une formidable occasion de se faire entendre, et ils sont désormais de plus en plus nombreux à s'en emparer. L'une des pionnières s'appelle Yoani Sánchez. Depuis 2007, cette délicate trentenaire à la longue natte noire raconte dans son blogue les frustrations du quotidien cubain. Un recueil de ses chroniques sera lancé cette semaine à Montréal, mais elle n'a pas eu la permission de quitter le pays pour venir le présenter. *La Presse* est donc allée à sa rencontre.



JUDITH LACHAPELLE
ENVOYÉ SPÉCIALE
LA HAVANE

« J'habite une utopie qui n'est pas la mienne. Mes grands-parents ont fait le signe de croix devant elle, et mes parents lui ont donné leurs meilleures années. Moi, je la porte sur mes épaules sans pouvoir m'en débarrasser. »

Yoani Sánchez a écrit ces phrases en 2008. En cette soirée d'octobre 2010, dans un café en face du grand cimetière Cristóbal Colón, elle persiste et signe.

Yoani Sánchez, 35 ans, est la blogueuse la plus connue de Cuba. Depuis 2007, des millions de personnes dans le monde suivent *Generación Y*, maintenant traduit en 19 langues. Elle a reçu, notamment de l'Espagne et des États-Unis, des prix prestigieux de journalisme. Le magazine *Time*, en 2008, l'a nommée parmi les 100 personnalités les plus influentes dans le monde et, l'année suivante, a cité son blogue comme l'un des 25 meilleurs du monde.

Mais curieusement, Yoani Sánchez n'est pas une superstar dans son pays. Nombre de Cubains interrogés ne la connaissent pas, ou vaguement. Raison principale : l'accès internet est encore limité et coûteux – seulement 1% des Cubains en bénéficient – et son blogue, signé de son vrai nom et où l'on voit sa photo, est parfois inaccessible dans l'île.

Qu'importe, dit Yoani, ses chroniques arrivent tout de même à se frayer un chemin jusqu'aux lecteurs cubains. « Ceux qui y ont accès les impriment ou les mettent sur CD et les distribuent à d'autres », dit-elle. Un recueil a été publié en Espagne et une nouvelle version en français sera lancée cette semaine au Québec (Éditions Michel Brûlé).

Ce que ses lecteurs peuvent y lire ? Des instantanés de la vie ordinaire cubaine, comme la visite à l'hôpital de la mère d'une amie (où elle doit tout apporter, de l'oreiller aux produits ménagers

pour nettoyer la salle de bains crasseuse et, évidemment, les médicaments), ou une longue file d'attente au marché, au bout de laquelle il n'y aura pas de légumes à rapporter à sa famille.

Et beaucoup de réflexions sur la situation politique de son pays, sur l'espoir suscité par l'arrivée de Raúl Castro et le désenchantement qui a suivi, sur l'avenir qui attend les trentenaires et jeunes parents comme elle, qui est mère d'un garçon de 11 ans. « J'ai trouvé ma voix », dit-elle, en ajoutant qu'elle s'est tue pendant 32 ans avant de découvrir les blogues.

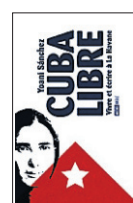
Mais sa prise de parole n'est pas sans risque. Sa famille a reçu des insultes et des menaces. « On m'a écrit pour dire que mon fils ne devait plus aller à l'école avec ses chaussures rouges. Ce jour-là, il portait ses chaussures rouges. »

A-t-elle songé à arrêter ? « Ce n'est pas possible. Mon expérience cubaine m'a montré que, lorsqu'on arrête, on est plus faible. On ne nous pardonnera jamais d'avoir du courage. »

« Mais je ne veux pas avoir le rôle de la victime. Je pense que le mouvement des blogues à Cuba a ouvert une brèche qu'on ne peut pas refermer. »

Autour de la table du café, Claudia Cadelo et Orlando Luis Pardo acquiescent. Eux aussi ont choisi le blogue comme moyen d'expression. Ils n'ont pas la renommée internationale de Yoani, mais ils en bénéficient. « Si l'internet était plus accessible, il y aurait des centaines de blogues », dit Orlando. Le phénomène porte même un nom : « blogostroïka », en référence à la perestroïka, ce célèbre programme de réforme de l'économie soviétique.

Si le présent est émaillé de frustrations, Yoani croit que son fils vivra dans une Cuba bien différente de la sienne. Déjà, dit-elle, il reconnaît à peine la barbe de Fidel Castro et ne s'intéresse guère à la politique. Elle s'en réjouit : « Si l'apathie ne prépare pas à la rébellion, elle ne prépare pas non plus au fanatisme. » « Son avenir sera sans doute meilleur parce que sa génération ne croira pas ce qu'on lui raconte. Je rêve qu'un jour mes petits-enfants me diront : "Grand-mère, comment il s'appelait, déjà, ce monsieur dont tout le monde parlait ?" »



Cuba libre,
vivre et écrire
à La Havane.

Yoani Sánchez,
Éditions Michel Brûlé,
320 pages, 21,95 \$

SUR LE WEB

Yoani Sánchez :
www.desdecuba.com/generaciony

Claudia Cadelo :
octavocercoblogspot.com

Orlando Luis Pardo :
orlandoluispardolazo.blogspot.com

LA TÉLÉVISION PLUTÔT QUE LA PRISON

Rafael Hernández n'aimerait rien plus qu'en découdre publiquement avec Yoani Sánchez. Le directeur de la revue *Temas*, financée en partie par l'État cubain, regrette que le régime ne permette pas — encore ? — d'inviter sur le plateau de la télévision nationale les dissidents du régime pour contredire leurs propos. Il a une bien piètre opinion des écrits de Yoani Sánchez, qu'il qualifie de « propagande ». Il accuse la jeune femme de disposer de ressources techniques de pointe et d'un financement étranger (lire : des États-Unis, qui seraient prêts à tout pour faire tomber le régime), ce qui enlève à ses yeux toute crédibilité à sa démarche. Les autres dissidents et elle « n'ont pas de programme politique crédible. Ils parlent d'ouverture du marché, de liberté, mais ne proposent pas comment le faire ». C'est pourquoi il ne faut pas envoyer les dissidents en prison, mais à la télévision « pour les forcer à s'expliquer » et laisser les Cubains juger. « J'aimerais avoir autant de diffusion à l'étranger que ce dont disposent les dissidents », dit-il.

— Judith Lachapelle

CUBA RÉVOLUTION TRANQUILLE

EXTRAITS DU BLOGUE
GENERACIÓN Y DE YOANI SÁNCHEZ

LA LIBERTÉ D'EXPRESSION



PHOTO ADALBERTO ROQUE, AFP

Raul Castro

Le discours de Raul Castro, lors de son accession au poste de chef du Conseil d'État et des ministres, auquel il vient d'être nommé, n'a pas dissipé les doutes, déjà chroniques, que j'entretiens à son égard. (...) En essayant d'adapter les mots du discours à mon quotidien, cette phrase a retenu mon attention: «Arrêt de certaines gratuités (...) insoutenables.» Elle m'a incitée à lancer cette modeste proposition: je change les trois livres de sucre brun et blanc, les 3 kg mensuels de riz et le paquet de café prévus au carnet de rationnement pour une dose plus forte de liberté d'expression.

25 FÉVRIER 2008 | Catégorie: **Generación Y** | Laisser un commentaire

LA HAVANE

Ma Havane détériorée achète peu à la fois, parle à voix basse et sent les eaux d'égout, alors que dans la ville qu'habitent les ministres, les hauts fonctionnaires et les diplomates se promènent dans les réceptions en mangeant des canapés et répandent un délicat parfum de crème hydratante.



PHOTO JOHN PENDYGRAFT, ST. PETERSBURG TIMES

27 NOVEMBRE 2007 | Catégorie: **Generación Y** | Laisser un commentaire

LE RATIONNEMENT



En faisant la queue pour la malanga (un tubercule), je me suis disputée avec une dame. Elle voulait faire passer deux de ses amies devant moi et j'avais calculé que si j'acceptais, je n'aurais pas mes 10 lb de légumes — qui sont rationnés depuis le passage des ouragans. Finalement, j'ai laissé passer les deux vieilles devant moi et je ne les ai pas insultées quand le vendeur m'a dit: «Il n'y en a plus!» Je trouve déprimant d'avoir à me battre pour de la nourriture: c'est peut-être pour ça que je suis si maigre.

19 OCTOBRE 2008 | Catégorie: **Generación Y** | Laisser un commentaire

L'UTOPIE IMPOSÉE



PHOTO MARTIN CHAMBERLAND, LA PRESSE

J'habite une utopie qui n'est pas la mienne. Mes grands-parents ont fait le signe de la croix devant elle, et mes parents lui ont donné leurs meilleures années. Moi, je la porte sur mes épaules sans pouvoir m'en débarrasser. Certains, qui ne la vivent pas, essaient de me convaincre — à distance — que je dois la conserver. Mais vivre l'illusion des autres, porter sur ses épaules le poids de ce dont les autres ont rêvé, rend fou. Je veux avertir dès maintenant ceux qui m'ont imposé — sans me consulter — ce mirage: je ne pense pas le léguer à mes enfants.

10 AVRIL 2008 | Catégorie: **Generación Y** | Laisser un commentaire

S'INFORMER



PHOTO ENRIQUE DE LA OSA, REUTERS

Quelle drôle de manière nous avons, nous, les Cubains, de nous informer de ce qui se passe! Nous avons appris à lire entre les lignes, à nous méfier de chaque information et à douter de ce que disent ces messieurs en costume-cravate qui apparaissent aux bulletins de nouvelles. Quand un gros titre annonce que «tel service est rétabli», en fait, il y a deux nouvelles en une: celle qu'on n'avait jamais publiée et qui disait que «ça ne fonctionne pas en ce moment» et l'autre indiquant que «ça a recommencé à fonctionner».

5 OCTOBRE 2007 | Catégorie: **Generación Y** | Laisser un commentaire

PENSER DIFFÉREMMENT



Yoani Sánchez

PHOTO ENRIQUE DE LA OSA, REUTERS

« Des temps difficiles s'annoncent. Je suis optimiste à plus long terme mais le découragement s'empare de moi quand je pense aux années qui s'en viennent. Il y a trop de frustration accumulée. Ils ont systématiquement semé parmi nous le rejet de celui qui pense différemment et cela ne s'efface pas en un rien de temps. »

CUBA RÉVOLUTION TRANQUILLE



PHOTO CLAUDIA DAUT, REUTERS

L'arrivée de Raúl Castro au pouvoir en 2007, en remplacement de son frère Fidel, avait suscité beaucoup d'espoirs, qui se sont évanouis au fil des mois.

LA NOUVELLE RÉVOLUTION CUBAINE

▶ LA LIBERTÉ OU L'ARGENT?

S'il faut en croire les nouvelles qui parviennent de Cuba, un certain assouplissement du régime fait espérer des jours meilleurs. Mais dans les rues de La Havane, rien de tout cela n'est vraiment perceptible. Si certains Cubains dénoncent ouvertement l'héritage de la Révolution, la majorité d'entre eux ne cherchent qu'à survivre dans une société dont ils n'attendent plus rien.



JUDITH LACHAPELLE
ENVOYÉ SPÉCIALE
LA HAVANE

« Attendez, je vais vous raconter une blague cubaine. » Le comédien se lève devant son auditoire improvisé, réuni dans le salon d'un petit appartement du quartier Vedado, en cette matinée d'octobre.

« C'est l'histoire d'un fonctionnaire de l'ONU qui fait une enquête sur la pénurie de nourriture. Il se rend d'abord à Londres pour rencontrer un milliardaire. "Quel est votre avis sur la pénurie de nourriture?" demande-t-il. "Pénurie? répond le milliardaire. Je ne sais pas ce qu'est une pénurie."

« Le fonctionnaire se rend ensuite en Afrique. "Quel est votre avis sur la pénurie de nourriture?" demande-t-il. "La pénurie, je sais ce que c'est, dit l'Africain. Mais la nourriture, je ne sais pas."

« Le fonctionnaire se rend enfin à Cuba, enchaîne le comédien. "Quel est votre avis sur la pénurie de nourriture?" demande-t-il à un Cubain. Le Cubain écarquille les yeux: "Un avis? C'est quoi, un avis?"

Les éclats de rire résonnent dans la pièce, s'échappent par la fenêtre, se faufilent entre les cordes à linge, rebondissent sur les murs bétonnés des immeubles serrés de cette rue poussiéreuse, bien loin des antiques palaces baroques de la Vieille Havane et des terrasses fleuries des cartes postales.

Mais quand les rires s'éteignent, c'est pour faire place à un long soupir. Un spectateur se lève et ferme la porte

– mieux vaut ne pas attirer l'attention des voisins, dit-il. Le comédien se rassoit. « Ne publie pas mon vrai nom, demande-t-il. Je te dis ce que je pense, comme comédien et comme citoyen. Mais si on me reconnaît, les censeurs saisiront l'occasion pour m'embêter. Appelle-moi Él. »

Él (« Lui », en espagnol) est une sorte de fou du roi qui pratique un art périlleux – la critique sociale – dans un pays où les « contre-révolution-

coup de gens qui poussent pour qu'on aille plus loin. Mais quand on tombe, il n'y a personne pour nous rattraper. Ici, on peut critiquer, mais pas crucifier. »

■ ■ ■

Cuba vit-elle une nouvelle révolution? Certains signes laissent croire que, à tout le moins, le régime s'assouplit.

Oscar Espinosa Chepe est une sorte de vieux routier de la

« La critique est un peu plus possible. Mais il ne faut pas aller trop loin. Il y a des règles. Mais plusieurs commencent à répéter ce que les dissidents disent depuis plusieurs années. »

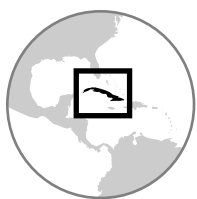
naires» peuvent être jetés en prison. Mais lui ne sévit pas dans les journaux étrangers ou sur l'internet ni ne participe à des manifestations politiques. Il enfle un déguisement et monte sur scène avec d'autres comédiens de sa troupe.

Sous les projecteurs, ils parodient des vieillards révolutionnaires malades aux dentiers trop grands, vêtus de chemises du Parti communiste élimées et déchirées. Des enseignants ignares et incompétents. Des chouchous du régime qui se plaignent de voyager à l'étranger. Des fonctionnaires payés pour surveiller des gens qui vont aux toilettes. Des condamnés à mort qui choisissent la chaise électrique... parce que, avec les nombreuses coupures de courant, ils ont une chance de s'en sortir!

Un miroir de la société cubaine? « Oui, dit Él. Mais il faut choisir la manière. Je fais rire les gens, mais je les fais aussi réfléchir. Il y a beau-

critique castriste. Ancien économiste au service du régime, il a perdu son emploi au milieu des années 90, quand il a émis des avis qui ont déplu aux dirigeants. Il publie désormais ses analyses dans les journaux étrangers et se fiche ouvertement de la surveillance dont il est l'objet. Arrêté lors du « Printemps noir » de 2003, il a obtenu une libération conditionnelle l'année suivante pour des raisons de santé.

Le régime aimerait le voir partir, mais le septuagénaire s'y refuse obstinément. « Encore hier, ils m'ont appelé pour me dire de m'en aller, raconte l'homme, assis dans sa berceuse. Je les ai remerciés, mais je leur ai dit que je ne partirai pas si je n'ai pas la permission de revenir. » Car si l'État a libéré 39 prisonniers politiques depuis le mois de juillet, à la suite d'une médiation de l'Église catholique cubaine, c'était pour mieux les expulser vers l'Espagne.



LA HAVANE

Océan Atlantique

Mer des Antilles

100 KM

CUBA

Population: 11,117 millions

Langue: Espagnol

Monnaie: Peso cubain et peso convertible (CUC), devise utilisée par les touristes et alignée grosso modo sur le dollar américain

Espérance de vie: 77,4 ans

Taux d'alphabetisation: 97%

PNB par habitant: 3900 \$ US

CUBA RÉVOLUTION TRANQUILLE



La méfiance des entrepreneurs cubains est grande. Les taxes exigées pour l'exploitation de *casas particulares*, la bureaucratie et les difficultés liées à l'approvisionnement en ont fait déchanter plus d'un.

L'EMBARGO

JUDITH LACHAPELLE

LA HAVANE — S'il y a une chose sur laquelle semblent s'entendre tant les révolutionnaires castristes que plusieurs dissidents, c'est que les États-Unis doivent lever l'embargo.

La mesure instaurée en 1962 empêche toute transaction financière et commerciale (sauf pour les aliments et les médicaments) entre Cuba et les États-Unis. Selon le gouvernement cubain, l'embargo est à la source de l'étranglement des finances publiques du pays. Partout, du journal *Granma* aux murales le long de l'autoroute, l'embargo est décrit comme une mesure injuste sans laquelle Cuba pourrait enfin s'épanouir.

Mais dans la rue, les Cubains sont cyniques. Él, le fou du roi, empoigne une guitare invisible et se met à fredonner une complainte grinçante entendue récemment sur une scène havanaise. «Tu ne peux pas me tromper/Laisse le blocus tranquille/Arrête avec tes histoires/On se met nous-mêmes dans la merde, dans la merde!»

«Il y a des gens dont la maison s'est effondrée en 2003 lorsqu'il y a eu de gros cyclones, dit Él. Leur maison n'est toujours pas reconstruite. Ce n'est pas la faute à l'embargo! C'est la faute au gouvernement!»

«Les États-Unis ont aidé le totalitarisme à Cuba», dit Oscar Espinosa Chepe. Et les Cubains de Miami, historiquement en faveur de l'embargo? «Ce n'est plus la majorité qui pense ainsi. Les jeunes sont en faveur de la réconciliation, d'une nouvelle ère.»



PHOTO AFP

Mais les temps changent, dit Oscar Espinosa, même à Cuba, figé dans une idéologie adoptée en 1959. «La critique est un peu plus possible. Mais il ne faut pas aller trop loin. Il y a des règles. Pour moi, c'est difficile, parce que je suis en liberté conditionnelle. Mais plusieurs commencent à répéter ce que les dissidents disent depuis plusieurs années.»

La critique existe et est possible à Cuba, martèle Rafael Hernández. Le directeur de la revue universitaire *Temas*, subventionnée en partie par l'État cubain, publie un magazine précisément basé sur la critique. «Ce n'était pas possible il y a 20 ans.»

Ses constats sont, en effet, très proches de ceux que formulent les dissidents. La participation politique des citoyens est insuffisante, dit-il. Les médias officiels ne reflètent pas les préoccupations de la population. La bureaucratie «Frankenstein» de l'État nuit au bien-être des citoyens. «Je suis d'accord pour dire qu'il faut des changements.»

■■■

Le problème, croit M. Hernández, c'est que les Cubains ne souhaitent pas vraiment du changement. «Ils veulent augmenter leur niveau de vie.» Ce qui ne va pas nécessairement de pair avec le tour de vis économique donné par le président Raúl Castro.

D'ici trois ans, le gouvernement cubain va mettre à la porte 1 million de ses fonctionnaires, dont la moitié avant le mois de mars prochain. Les finances publiques sont ébranlées, l'État doit trouver de nouvelles sources de revenus.

Déjà, les métiers de chauffeur de taxi, de coiffeur et d'esthéticienne ont été libéralisés – les travailleurs louent un local à l'État ou achètent une voiture et gardent pour eux les profits de leur labeur.

Mais la méfiance des entrepreneurs cubains est grande. Dans les années 90, l'État a permis à ses citoyens d'ouvrir un restaurant ou de transformer leur demeure en gîte touristique – les *casas particulares*. Mais les taxes exigées pour l'exploitation de ces entreprises, la bureaucratie et les difficultés liées à l'approvisionnement en ont fait déchanter plus d'un. Certains ont abdicqué. D'autres ont continué, mais sur le marché noir.

Le licenciement des travailleurs implique qu'ils devront se tourner vers le secteur privé pour gagner leur vie, mais les mesures pour faciliter leur transition ne sont pas encore claires. Une chose est sûre: l'État devra inévitablement percevoir une part de leurs revenus. «Et nous ne sommes pas habitués à payer des impôts», souligne Rafael Hernández.

Leopoldo, par exemple, ne travaille pas. Du moins, pas officiellement. Il avait un emploi au gouvernement mais, à la suite d'une réorganisation, dans les derniers mois, sa tâche a été réduite de moitié. «Je me tournais les pouces de 8h à 17h pour un salaire de 315 pesos cubains par mois (12\$). Je n'en pouvais plus. J'ai démissionné.»

Il se consacre à sa petite entreprise – non déclarée – qui ne connaît pas la crise: il loue des DVD de films et feuillete des chaînes américaines captées grâce à une antenne satellite illégale. «Je ne fais rien de mal, dit-il. Je donne un bon service, mes clients sont satisfaits. Et j'aimerais pouvoir avoir le droit de travailler légalement!» Comme personne ne peut vivre seulement avec la *libreta* (le carnet de rationnement qui fournit certaines denrées de base), une bonne proportion des Cubains arrondissent déjà leurs fins de mois avec un revenu d'appoint,

« Certains de ma génération croient qu'ils peuvent encore améliorer les choses, mais les jeunes de 20 ans, eux, ne veulent même pas essayer de comprendre: ils veulent partir. En fait, nous élevons nos enfants en les préparant à faire leur vie ailleurs. »



PHOTO DESMOND BOYLAN, REUTERS

souvent obtenu aux dépens du principal employeur de l'île: l'État. La cigarière qui subtilise une boîte pour l'écouler sur le marché noir, le barman de l'hôtel de l'État qui sert ses cocktails avec son propre rhum et qui empoche toute la vente, la préposée à l'entretien ménager de l'hôpital qui revend la moitié du détergent.

Tout ça, marchandise illégale et pesos gagnés au noir, devra donc disparaître. «Bienvenue dans le vrai monde!» lance Rafael Hernández.

■■■

L'arrivée de Raúl Castro au pouvoir en 2007 avait suscité beaucoup d'espoirs, qui se sont évanouis au fil des mois. Aujourd'hui, l'amertume est parfois telle que les acquis les plus notables de la Révolution

semblent nuls aux yeux de ceux qui en ont hérité.

L'accès aux services de santé gratuits? «Nos hôpitaux sont malpropres et sous-équipés», dit Rosita, jeune trentenaire. Le nombre important de médecins cubains? «Ils sont où, nos médecins? Ils sont au Venezuela ou à Haïti, mais pas ici», dit son conjoint, Leopoldo. «De toute façon, si on avait de la meilleure nourriture, on n'aurait moins besoin de médecins!» rigole Él.

Le taux d'alphabétisation parmi les plus élevés au monde? «Pour répondre à la pénurie de profs, raconte Luis, artisan rencontré dans son atelier, ils ont pris un paquet d'étudiants qui n'avaient pas fini leurs cours et les ont mis comme profs. Tu peux imaginer...» Leopoldo renché-

rit: «À l'université, tu peux même acheter ton diplôme. Tu donnes de l'argent au prof, et il te fait passer le cours.»

«Ceux qui ont fait la Révolution se sentent coupables, dit Él. Certains de ma génération croient qu'ils peuvent encore améliorer les choses, mais les jeunes de 20 ans, eux, ne veulent même pas essayer de comprendre: ils veulent partir. En fait, nous élevons nos enfants en les préparant à faire leur vie ailleurs.»

Ont-ils espoir que les choses s'améliorent? «Non. Avec un grand N», dit Maria, la conjointe de Luis. Sa question pour eux de pas rejoindre non plus à une «révolution de la Révolution». «On connaît déjà ce système, on a appris à survivre avec, dit Luis. Pourquoi changer?»

FORUM

LA PRESSE

André Desmarais > Président du conseil d'administration

Guy Crevier > Président et éditeur

Éric Trottier > Vice-président à l'information et éditeur adjoint

Mario Girard > Directeur de l'information

André Pratte > Éditorialiste en chef

ÉDITORIAUX

Les «trappes à tickets»



FRANÇOIS CARDINAL

francois.cardinal@lapresse.ca

Il y a clairement un problème de comportement sur les routes du Québec. La plupart des automobilistes dépassent les limites de vitesse... mais n'y voient rien de répréhensible, ce qui les rend imperméables aux campagnes de sensibilisation.

En milieu urbain, plus d'un conducteur sur deux roule au-delà de la vitesse permise. Sur les routes principales, ils sont deux sur trois. Et sur les autoroutes... pas moins de huit sur 10!

Mais demandez-leur pourquoi ils agissent ainsi, en contravention avec les règlements censés protéger la vie de tous, ils vous répondront que dans leur cas précis, ce n'est pas un problème. Soit parce qu'ils s'estiment aussi habiles que Gilles Villeneuve, soit parce que les limites sont de toute façon trop basses.

En un mot, personne ne se considère menaçant. Donc tout le monde le devient...

C'est dans ce contexte qu'il faut juger de la pertinence des radars photo qui, plus que n'importe quelle campagne, réussit à freiner les plus téméraires. À l'approche des cinéomètres, conclut le rapport dévoilé mercredi, les excès de vitesse diminuent des deux tiers et les grands excès disparaissent carrément.

Voilà d'excellentes nouvelles qui militent pour une généralisation des radars photo, mais aussi pour un changement de paradigme. Si les radars sont aussi efficaces, ne nous limitons pas à les étendre à d'autres points chauds, dissimulons-les.

Car l'installation de cette technologie à des endroits précis, signalés à l'avance, permet de régler des problèmes ponctuels, mais n'infléchit pas les comportements ailleurs sur le réseau routier. Ce que seuls des radars mobiles et des radars camouflés peuvent faire.

Cela est d'autant plus vrai qu'un effet pervers, appelé «effet kangourou», accompagne inévitablement l'installation de cinéomètres: les automobilistes ralentissent à la vue des affiches, puis repartent en fous après avoir croisé le radar. Pire: ils roulent plus vite encore, afin de «rattraper le temps perdu».

Dans son rapport, le MTQ soutient que «les données ne semblent pas appuyer cette thèse». Mais le jupon idéologique du Ministère dépasse: non seulement il se fie à un seul des 15 radars, il a aussi choisi celui qui l'assurait d'une conclusion positive! Aurait-il évalué celui de l'A-15, à la hauteur d'Atwater, qu'il aurait fait un tout autre constat...

Pour éviter l'effet kangourou, donc, mais surtout pour diminuer réellement les vitesses de circulation, le Québec doit aller plus loin, en s'inspirant des pays où l'on retrouve des cinéomètres depuis longtemps.

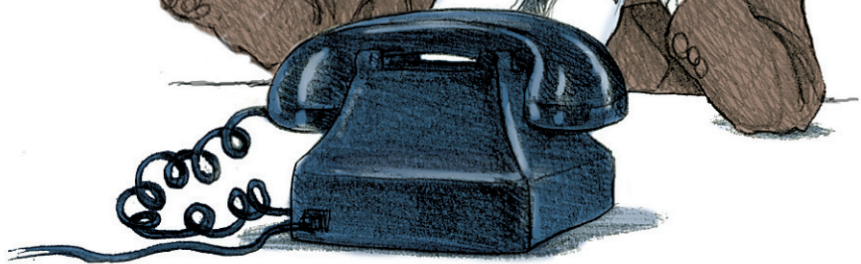
En France, la tendance est de cacher les radars, justement, afin d'accroître leur efficacité et «d'éviter le petit coup de frein suivi de la ré-accelération», comme le résume un quotidien de l'Hexagone.

En ajoutant à cela la surveillance aérienne, avec laquelle la SQ a renoué, et les voitures banalisées, qui se multiplient au SPVM, on se dotera d'outils permettant non seulement de s'attaquer aux segments les plus dangereux, mais aussi, au comportement imprudent des automobilistes.

Landry veut faire obstacle à Legault

JE SUIS ÉTONNÉ QUE DES GENS INTELLIGENTS COMME MM. LEGAULT ET FACAL PRENNENT UNE VOIE AUSSI ILLOGIQUE CAR CE PARTI N'A AUCUN AVENIR, À MOINS QU'IL SE TROUVE UN CHEF DE HAUT CALIBRE!

MAISON 555-1212
CELL 555-1010
VOISIN 555-1414



DROITS RÉSERVÉS / serge.chapleau@lapresse.ca

CYBERPRESSE.CA/PLACE-PUBLIQUE



LE BLOGUE DE L'ÉDITO

Une idée pour le gaz
par André Pratte

QUESTION DU JOUR

Condamné à la prison à vie, le colonel Russell Williams devrait-il être privé de sa pension des Forces canadiennes?

OUI > 76 %
NON > 24 %

Résultats à 13h, hier: 13 240 répondants

EXCLUSIF > Transports en commun: offrir un choix de qualité aux automobilistes

Liberté, sécurité, prospérité



MARIO ROY

mroy@lapresse.ca

L'application du concept a été très différente d'un pays à un autre. Mais le concept lui-même, celui du multiculturalisme, est partout sérieusement écorché.

En constatant l'échec du «multikulti», la chancelière Angela Merkel n'a en effet rien dit qui ne l'ait déjà été presque partout ailleurs en Occident. Certes, chez elle, en

Non, ce n'est pas une doudoune multiculturelle que les immigrants viennent chercher ici...

Allemagne, la situation des immigrants a été aggravée par l'accès difficile à la citoyenneté, tout comme elle l'a été ailleurs par d'autres facteurs particuliers.

Mais cela n'infirmes en rien le constat général: la «nouvelle» immigration, celle issue de sociétés – en particulier musulmanes – dont les valeurs sont très différentes de celles des sociétés d'accueil, entre partout en collision avec celles-ci.

Il y a faute des deux côtés.

Ainsi, le débarque en quatre ans un million d'immigrants au Canada, dont 20 % au Québec. Pourquoi viennent-ils? Pour la prospérité, la sécurité et la liberté qu'ils n'ont pas, ou peu, dans leur pays d'origine.

Or, nous n'avons pas encore suffisamment compris que ces attraits doivent leur existence aux

valeurs communes des nations occidentales, dont la nôtre. L'égalité des sexes, la liberté d'expression ou la laïcité de l'espace public, par exemple, ne sont pas des figurines décoratives que l'on pique au sortir du four sur le gâteau de la prospérité, de la sécurité et de la liberté. Ce sont les ingrédients essentiels à partir desquels on le cuisine!

Pas de valeurs inspirées des Lumières, pas de gâteau!

Comment se fait-il alors qu'il se trouve des minorités pour s'attaquer à ces valeurs? Et qu'il se trouve des majorités pour tolérer cette suicidaire entreprise? Car voilà bien le travail du multiculturalisme, non pas théorique, mais appliqué: scier ensemble la branche sur laquelle nous, les «de souche» comme les nouvelles pousses, sommes tous assis!

Que faire?

Partout, on a constaté que le fait religieux est, pour la «nouvelle» immigration, le principal frein à l'intégration. Or, 40% des immigrants entrés au Canada entre 1982 et 2001 manifestent un haut niveau de religiosité. Danger! Il faut consacrer nos efforts, non pas à accommoder toujours davantage les fétiches religieux, ce qui a pour effet de les exacerber. Mais bien à livrer la marchandise annoncée: liberté, sécurité, prospérité.

Pour ce faire, nous devons mieux informer les immigrants sur ce qui a fait notre prospérité et fera la leur. Nous devons desserrer les freins à l'éducation et à l'emploi, ceux que nous leur infligeons comme ceux qu'ils s'infligent eux-mêmes. Nous devons garantir à chacun – et surtout à chacune – sécurité et liberté, par rapport à leur propre communauté au besoin.

Enfin et surtout, nous devons prévenir la résurgence des guerres de religion, y compris la guerre de l'une ou l'autre religion contre la société qui l'entoure, et dont nous aurions tous à souffrir.

LE BLOGUE DE L'ÉDITO

Le «multikulti» fléché!

OPINION

Un poids? Pas du tout!

Pauline Marois est aussi populaire que les Lévesque, Bourassa, Parizeau et Charest comme chef de l'opposition

PIERRE CHÂTEAUVERT



L'auteur a été directeur de cabinet du ministre Guy Chevrette et directeur général du Parti québécois.

Depuis quelques mois, les chroniqueurs et les journalistes commentent régulièrement le leadership de Pauline Marois, certains allant jusqu'à lui prédire des problèmes lors du vote de confiance d'avril prochain. Il est de bon ton de taper sur les «politiques» et on s'en donne à cœur joie avec M^{me} Marois. Un journaliste m'affirmait même en début de semaine qu'il n'avait jamais vu un chef de l'opposition constituer un tel poids pour son parti.

Étonné, j'ai cru bon vérifier la véracité de ses propos, de voir comment s'inscrit la situation actuelle dans l'histoire récente du Québec. Cet exercice va d'ailleurs dans le sens de ma conviction profonde que les références historiques constituent la meilleure base d'analyse d'une problématique.

Pour comprendre le traitement accordé aux chefs de l'opposition, commençons avec le plus célèbre d'entre eux, René Lévesque. Même s'il n'a jamais formellement occupé le poste, il était clairement celui qui désirait prendre le pouvoir en 1976. La réalité est loin de l'idée qu'on se fait généralement de l'époque. En effet, dans un sondage CROP d'octobre 1976, M. Lévesque n'obtenait que 27% d'appui. Si on ajoute la demande inconvenante de

Claude Charron réclamant le départ du fondateur du PQ, facile d'imaginer le contexte. Est-ce que M. Lévesque était un poids pour son parti? La réponse est évidente.

Neuf ans plus tard, ce fut le tour de Robert Bourassa. Nul besoin de regarder les sondages de l'époque pour comprendre la situation: le 2 décembre 1985, le PLQ a fait élire 99 députés, mais sans M. Bourassa qui a perdu dans Bertrand et qui a dû se réfugier dans Saint-Laurent pour siéger à l'Assemblée nationale. Était-il un poids pour son parti? L'érection méritée de sa statue devant l'Assemblée nationale répond à cette question.

La démonstration continue neuf ans plus tard avec un autre chef de l'opposition, Jacques Parizeau. Était-il populaire? Était-il un poids pour son parti? Ce ne fut pas facile pour

du 12 mars 2003 indiquait que seulement 22 % des Québécois le considéraient le meilleur pour être premier ministre. Était-il un poids pour son parti? Est-ce que cela l'a empêché de mener ses troupes à la victoire? Poser la question, c'est y répondre.

Toutes ces données nous amènent à relativiser les choses. Deux sondages récents, le premier effectué par CROP en septembre et le second par Léger Marketing en octobre, nous indiquent que 26 % des Québécois considéraient M^{me} Marois comme la meilleure personne pour occuper le poste de premier ministre et que 38 % des gens ont une bonne opinion d'elle. Au fond, M^{me} Marois n'a pas plus de problèmes que René Lévesque en 1976, Robert Bourassa en 1985, Jacques Parizeau en 1994 et Jean Charest en 2003.

Être chef de l'opposition, c'est un travail ingrat qui génère peu de sympathie dans la population.



lui. Sa popularité a joué au yoyo, descendant même à 12 % dans un SOM de mars 1994. Un CROP de juillet 1994 indiquait que 29 % des Québécois le considéraient le plus apte à occuper le poste de premier ministre. Était-il un poids pour son parti? Le chemin qu'il a parcouru démontre que non.

La performance de Jean Charest en 2003 nous enseigne aussi que le poste de chef de l'opposition n'est pas la meilleure position pour cultiver sa popularité. Un sondage

Être chef de l'opposition, c'est un travail ingrat qui génère peu de sympathie dans la population, mais c'est un poste essentiel à la démocratie. Relativement aux scores de ses prédécesseurs, on doit donc la féliciter pour le travail accompli. M^{me} Marois est la cible d'un tir groupé, elle reçoit les coups, mais elle continue d'avancer. Elle contrôle son parti comme aucun chef auparavant, la décision d'écarter le SPQ libre étant la démonstration de cette réalité.

À BIEN Y PENSER

Le gouvernement Charest ne semble pas comprendre que l'éducation est un droit et doit être accessible de manière égale, indépendamment du revenu, par tous les Québécois. La prochaine génération portera les stigmates de la loi 115 qui favorisera les enfants les mieux nantis dans le choix de leur langue d'éducation. — Michaël Lessard

FORUM

Coderre à la mairie?



LYSIANE GAGNON
lgagnon@lapresse.ca

Le jour, le député libéral Denis Coderre annonçait son intérêt pour la mairie de Montréal. Tout le monde a ri, moi la première... Mais à bien y penser, cette idée n'est peut-être pas si saugrenue.

Régis Labeaume n'a pas plus de classe que Denis Coderre. Pourtant, les Montréalais crèvent d'envie par rapport à Québec. Dans leurs rêves les plus fous, ils imaginent un maire actif, terre à terre et vigoureux, capable de faire aboutir des projets concrets, et qui se battraient pour sa ville avec autant de vigueur que M. Labeaume.

La colère populaire qui a favorisé Rob Ford à Toronto pourrait bien un jour se manifester à Montréal.

Voyez ce qui se passe à Toronto. Au grand désespoir des élites, les citoyens pourraient bien, dans deux jours, donner le pouvoir à un populiste de droite qui se fiche de la rectitude politique (l'été dernier, il a scandalisé les beaux esprits en disant que Toronto ne pouvait absorber plus d'immigrants!). Ô horreur! Ô humiliation! se pourrait-il que Toronto, dont ses habitants s'imaginent qu'elle est une « world class city », soit représentée par un pareil plouc?

Pourtant, la campagne municipale a été marquée par l'émergence de Rob Ford, un obscur conseiller d'Etobicoke. Un bonhomme rondouillard, vulgaire et sans charisme... mais il a géré avec succès son imprimerie familiale et il est sur la même longueur d'onde que nombre de contribuables excédés.

« Certes », écrivait récemment Margaret Wente, l'influente chroniqueuse du *Globe and Mail*, « Rob Ford possède la distinction, l'intellect et la vision d'un bloc de béton. Il est aussi le seul qui a l'air de comprendre ce qui cloche à l'hôtel de ville ».

Ce qui cloche? Au dire de M^{me} Wente et d'un nombre croissant de Torontois tentés de voter pour l'innommable, trop de budgets déficitaires, trop de bureaucratie, trop de bouchons, trop de déchets dans les rues et le métro, trop d'édiles obsédés par les marathons, les pistes cyclables et la valeur esthétique des graffitis, qui ignorent les contribuables et ne prêtent l'oreille qu'aux groupes de pression. C'est Rob Ford qui incarne aujourd'hui la colère des simples contribuables qui en ont marre de voir leur argent s'envoler en projets fumeux.

Or, quelque chose me dit que le jour où un « doer », un type énergique plus porté sur l'action que sur la vision, mettra le pied dans une course à la mairie montréalaise, il y a pas mal de gens qui seront prêts à lui donner une chance, parce qu'à l'instar des Torontois, ils en auront eu assez de voir leur ville dériver sous la molle gouverne d'intellectuels distingués. Mieux vaut un chat de ruelle qu'un impotent, se diront-ils, mieux vaut un Denis Coderre qu'un clone de Gérard Tremblay, un homme qui prend ses jambes à son cou dès que point à l'horizon l'ombre d'une controverse, et qui a littéralement laissé la ville aux mains des illuminés de Projet Montréal.

Dans le marasme où Montréal a glissé, bien des gens seront prêts à voter pour n'importe qui, à condition qu'il ait l'air d'avoir un minimum de réalisme et de bon sens, et qu'il manifeste la volonté de régler les vrais problèmes, ceux dont l'administration Tremblay-Bergeron-Ferrandez ne s'occupe jamais.

Qu'on ne me fasse pas dire ce que je ne dis pas. Je ne lance pas de mouvement en faveur de Denis Coderre, que je connais mal et qui est peut-être, qui sait, un grand parleur et un petit faiseur. Je dis simplement, sans m'en réjouir, que la colère populaire qui a favorisé Rob Ford à Toronto pourrait bien un jour se manifester à Montréal, et que Denis Coderre, s'il manœuvrait habilement, est le genre de politicien qui pourrait en être le bénéficiaire.

La Grande Noirceur inventée

Les mandarins de la Révolution tranquille ont été formés pendant le règne de Maurice Duplessis

DENIS VAUGEOIS



L'auteur est éditeur et historien. Ce texte est tiré de la préface qu'il signe dans l'ouvrage *Duplessis, Son milieu, son époque*, publié par les éditions du Septentrion. Le livre sera en librairie la semaine prochaine.

On a diabolisé Maurice Duplessis et on a inventé une période de Grande Noirceur dont il aurait été l'artisan. Tel Josué, Duplessis aurait arrêté le soleil!

Un jour, j'ai voulu y voir clair. J'ai tapé « Grande Noirceur » sur Google.

J'ai eu droit à une belle entrevue de Fernand Dumont; j'ai appris que sous Duplessis, il s'était créé 100 000 emplois en 10 ans (1946-1956) (Robert Bourassa devancé par Maurice Duplessis!), que le salaire moyen avait plus que doublé pendant la même période, qu'un million de jeunes étaient fortement scolarisés en 1960 et qu'ils furent en réalité les vrais artisans de la Révolution tranquille. J'ai surtout eu droit à une entrevue avec le sociologue Jean-Philippe Warren racontant, sourire en coin, que lors d'un colloque tenu en 1972, Jacques Ferron, grand contestataire devant l'Éternel, avait demandé: « La Grande Noirceur dont vous parlez, elle a bien eu lieu autour des années 1950? C'est curieux, ce sont mes belles années, je ne me suis rendu compte de rien. » J'ai le même problème que Jacques Ferron. Moi non plus, je ne me suis rendu compte de rien ou, du moins, je n'ai pas eu plus de griefs contre Duplessis que j'en ai eu contre Pierre Elliott Trudeau. Duplessis pratiquait la chasse au communisme alors que Trudeau la faisait au séparatisme – et avec pas mal plus de dommages. Si

Sous Duplessis, il s'est créé 100 000 emplois en 10 ans, le salaire moyen a plus que doublé, et un million de jeunes étaient fortement scolarisés en 1960.

je mets la Loi du cadenas en parallèle avec la Loi des mesures de guerre, franchement la cause est vite entendue. J'ai toujours pensé que Duplessis avait pris la vague et faisait du surf sur la peur du communisme. Je conserve des dizaines de brochures qui lui ont appartenu. On lui en envoyait par paquets. Il devait s'en moquer. Dans ce cas, je crois volontiers qu'il ne les lisait pas, ce qui n'est pas nécessairement révélateur de ses habitudes de lecture en général.

Le champion de l'autonomie provinciale

(...) Issu d'une famille à l'aise, Maurice Duplessis a tout de même vécu parmi des gens de condition modeste. Au Collège de Trois-Rivières, qu'on appelait le Séminaire Saint-Joseph, il ne développe pas sa légendaire dévotion à saint Joseph (elle date plutôt de ses années de pensionnat à Montréal pendant lesquelles il a côtoyé le frère André), mais tout simplement une réelle amitié pour des fils d'ouvriers ou de cultivateurs, ses confrères de classe. Contrairement, là aussi, à une fausse idée reçue, les collèges classiques n'étaient pas les repères d'une petite élite bourgeoise. Ils accueillaient des jeunes dont les parents étaient conscients de l'importance de l'instruction.

Les parents faisaient les sacrifices nécessaires, les curés des paroisses qui avaient repéré les enfants les plus talentueux cherchaient de généreux bienfaiteurs, les autorités des institutions en cause géraient de façon serrée, les prêtres ne gagnaient à peu près rien. Bien sûr, la fonction première de ces institutions était de former de futurs prêtres, mais les autorités acceptaient que tous n'aient pas la vocation. « Beaucoup d'appelés, peu d'élus. »

Le jeune Duplessis est un vrai Trifluvien: un petit dur. Bien élevé, mais toujours un peu rustre. Dans son milieu, la fin justifie les moyens. Il aime la bagarre, prend un coup



PHOTO. ARCHIVES LA PRESSE

Maurice Duplessis prononce un discours lors de la campagne électorale de 1956.

Il ne voulait pas projeter une image d'intellectuel.

Récemment, j'entendais à la radio une de mes voisines d'enfance raconter que son père lui avait expliqué qu'elle n'avait pas obtenu de bourse « parce que son père était un bon libéral ». Curieusement, les deux filles de ladite famille ne reçurent pas de bourses, mais leur frère (qui avait le même père, c'était courant à l'époque) fit des études universitaires. La même voisine rappelait qu'elle était bien avertie de ne pas s'humilier avec les autres gamins qui se jetaient sur la monnaie que Duplessis lançait par terre lors de ses visites traditionnelles au parc Pie-XII. C'est naïseux, me dira-t-on, mais j'ai bondi. J'ai été moniteur de terrain de jeux pendant plusieurs années et j'en garde plusieurs bons souvenirs. Chaque été, M. Duplessis faisait au moins une visite officielle au parc Pie-XII. Il était fier à juste titre de cet immense parc, tout comme il soutenait l'O.T.J. (l'œuvre des terrains de jeux), responsable de l'animation dans les divers parcs de la ville. Les activités y étaient nombreuses et variées. L'ordre et la discipline y régnaient au moins autant que dans une polyvalente d'aujourd'hui.

Dès l'arrivée du premier ministre, les moniteurs sifflaient le rassemblement et les jeunes se plaçaient en rangs; le visiteur leur adressait quelques mots, tel un grand-papa, puis circulait lentement



parmi eux. Il demandait les noms, posait des questions précises, faisait mine de connaître les parents et discrètement glissait une pièce de 10 sous dans la main du jeune. Il n'y avait pas de bousculade.

La scène n'avait rien d'une basse-cour où les poules se précipitent sur les grains qu'on leur lance.

Autrement dit, depuis un demi-siècle, on raconte n'importe quoi. (...)

Celles et ceux qui ont dirigé le Québec dans les années 1960 avaient été formés pendant cette fameuse Grande Noirceur. Les plus âgés se souviennent de ces mandarins de l'État québécois qui avaient piqué la curiosité des observateurs du reste du Canada. Ils surgissaient de partout, bardés de prestigieux diplômes. Ils étaient nombreux à avoir émergé de la Grande Noirceur. Ce fut le cas également de ces ingénieurs canadiens-français formés dans les chantiers de la Bersimis (I-1956 et II-1959) et dont les réalisations firent la fierté des Québécois et l'émerveillement des spécialistes étrangers. (...)

solide, du moins jusqu'à ce que les médecins l'incitent à la modération vu ses prédispositions au diabète. Sa vie, ce sera la politique; sa compagnie, la province.

Les libéraux lui ont montré la façon de gagner des élections. Il s'en souviendra: le patronage fait partie du jeu politique depuis belle lurette.

Mais rien ne remplace la ferveur populaire. Il le comprend vite. Il s'inquiète de l'emploi pour les ouvriers, des salaires aussi. Au lendemain de la guerre, la reprise économique est

Le slogan de Maurice Duplessis: protéger le « butin » du Québec contre toute intrusion fédérale.

au rendez-vous; les gens travaillent. À Trois-Rivières, les moulins à papier tournent à pleine capacité, la Canron (Canada Iron) perpétue la tradition du fer, la Wabasso ou la Westinghouse paient de moins bons salaires à leurs employées féminines, mais celles-ci font tout de même leur entrée dans le monde du travail. L'activité industrielle de Trois-Rivières est à l'image de celle de la région et, en un sens, de celle du Québec. Duplessis sait que cette reprise est fragile. La nervosité des

patrons l'inquiète, l'agitation des syndicats aussi. Il veille au grain. Il ne veut pas de conflits. Il connaît le drame du chômage; il l'a côtoyé.

Victorieux en 1936, Duplessis connaît la défaite en 1939. Elle lui servira de leçon et donnera l'occasion à ses adversaires de commettre des erreurs dont ils ne se relèveront pas facilement.

Duplessis ne pardonnera pas à Adélard Godbout, premier ministre de 1939 à 1944, les concessions faites au fédéral « pour le temps de la guerre ».

Réformiste lucide, Godbout réalise pourtant plusieurs bons coups, dont la création d'Hydro-Québec, mais il se laisse duper par Ottawa, confie au fédéral l'entière compétence en matière d'assurance-chômage et cède « le droit exclusif de lever les grands impôts directs ».

Leur reconquête alimentera l'action de Duplessis à partir de 1944: protéger et défendre le « butin » du Québec devient son slogan. Le chef de l'Union nationale sera le champion de l'autonomie provinciale; il luttera contre toute intrusion fédérale. Et il saura être convaincant! J'ai le souvenir de mon père qui refusait les allocations familiales instaurées en 1944 par le gouvernement King. Mon père appartenait à une famille libérale, mais l'autonomie provinciale, c'était sacré.

POUR NOUS JOINDRE La Presse, 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9
VOUS AVEZ UNE NOUVELLE À NOUS TRANSMETTRE? Écrivez-nous à nouvelles@lapresse.ca

RÉDACTION (514) 285-7070
commentaires@lapresse.ca

ABONNEMENT (514) 285-6911 ou 1 800 361-7453
cyberpresse.ca/abonnement

PETITES ANNONCES (514) 987-8363 ou 1 866 987-8363
petitesannonces@lapresse.ca

MIEUX VOULEZ EXPRIMER VOTRE OPINION? forum@lapresse.ca

DÉCÈS (514) 285-6816
deces@lapresse.ca

CARRIÈRES (514) 285-7320
carrieres@lapresse.ca

PUBLICITÉ (514) 285-6931

Seule la Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de La Presse et celles des services de la Presse Associée et de Reuters. Tous les droits de reproduction des informations particulières à La Presse sont également réservés. ISSN 0517-9249. Le quotidien La Presse est publié et édité par La Presse, dont le siège social est sis au 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9 et il est imprimé à Transcontinental Métropolitain, situé au 12,300, boulevard Métropolitain Est, Pointe-aux-Trembles, division de Imprimeries Transcontinental G.T. Inc. Guy Crevier, Président et éditeur.

L'ENTREVUE



PHOTO ÉRICK LABBÉ, LE SOLEIL

Au Québec, on n'a pas le choix d'être de gauche, croit Joanne Marcotte. Le Réseau Liberté-Québec, qui prend forme officiellement aujourd'hui, doit devenir un contrepoids à ce qui est, pour elle, le courant dominant dans la société.

Joanne Marcotte, porte-parole du Réseau Liberté-Québec

POUR EN FINIR AVEC LE MODÈLE QUÉBÉCOIS

Le Réseau Liberté-Québec (RLQ) naît officiellement aujourd'hui. Plus de 450 personnes sont attendues à Sainte-Foy pour les ateliers et conférences de son premier événement. Le RLQ ne veut pas devenir un parti politique. Plutôt un groupe de réseautage pour «déplacer le centre vers la droite», comme annonce sa porte-parole, l'ancienne militante adéquistre Joanne Marcotte. Au programme aujourd'hui : discussions sur l'équité intergénérationnelle, le climato-scepticisme, la redéfinition du nationalisme, le rôle des médias et une certaine vision de la liberté.



PAUL JOURNET
QUÉBEC

Ce qui est intéressant avec la pensée unique, c'est qu'il en existe plusieurs. On connaît la pensée unique de la droite néolibérale, dénoncée par Québec solidaire et des militants de gauche. Mais il en existe une autre, celle en faveur du modèle québécois, foi de Joanne Marcotte.

«Bien voyons! Au Québec, il faut que tu sois de gauche, lance la porte-parole du Réseau Liberté-Québec. Le PLQ et le PQ, c'est la même chose, ils sont attachés au modèle québécois», lance-t-elle. Et ce modèle deviendrait un boulet. «Si ça marchait, on le saurait», résume-t-elle, souriante, dans un restaurant de Sainte-Foy qui sert des déjeuners à la chaîne.

Elle hésite avant d'argumenter davantage. Peut-être parce que la thèse lui semble trop évidente. «Le constat est tellement clair! Tout le monde sait ce qu'on doit faire.»

Mais personne ne le fait, note-t-elle, un peu découragée. Et elle ne veut pas grossir les rangs de la machine gouvernementale pour la réformer de

l'intérieur. «Ça ne peut pas se faire dans un parti en ce moment, j'en suis convaincue.»

On ne peut lui reprocher de ne pas avoir essayé. Bachelière en informatique de génie, Joanne Marcotte est devenue militante adéquistre en 2003. En 2006, elle a réalisé le documentaire *L'illusion tranquille*, un brûlot contre le modèle québécois, financé sans subvention. Mario Dumont l'a ensuite nommée au comité Castonguay qui étudiait le financement du système de santé. Elle poursuit maintenant une maîtrise en affaires publiques à l'Université Laval.

Les ex-ministres péquistes François Legault et Joseph Facal, qui prépareraient un nouveau mouvement politique, ont refusé l'invitation du RLQ. Le député conservateur Maxime Bernier y sera. Tout comme le nouveau chef de l'ADQ, Gérard Deltell.

« Il existe plein de lobbys de gauche. On voit les syndicats et les environnementalistes sur toutes les tribunes. Ils en ont le droit et ils le font bien. Mais il manque un contrepoids. On veut l'exercer pour ramener le centre plus à droite. »

Mais M^{me} Marcotte a officiellement quitté le navire adéquistre. Un navire qui ressemble à une épave, à en juger par ses propos. «Honnêtement, je ne sais pas

où l'ADQ s'en va, avoue-t-elle. Juste se tenir debout, ça semble difficile. Il doit y avoir beaucoup de difficultés de gestion à l'interne.»

Le RLQ ne deviendra pas un parti, insiste-t-elle. L'organisme à but non lucratif veut faire la promotion des idées de «liberté et de responsabilité». Un peu à l'image du Manning Center for Building Democracy, *think tank* du Canada anglais fondé par Preston Manning.

«Il existe plein de lobbys de gauche. On voit les syndicats et les environnementalistes sur toutes les tribunes. Ils en ont le droit et ils le font bien. Mais il manque un contrepoids. On veut l'exercer pour ramener le centre plus à droite.»

Liberté, ô liberté

Liberté. Le mot revient souvent dans le programme du RLQ. De quelle liberté parle-

La liberté négative, c'est quand l'État n'entrave pas les actions d'un individu, par exemple en le forçant à choisir un type d'école ou en lui interdisant de fumer à certains endroits.

Selon l'autre définition, la liberté n'aurait de sens que si on détient certaines conditions minimales pour l'exercer. Par exemple, manger à sa faim et être en santé.

Joanne Marcotte semble surtout souscrire à la première définition. Le dégrais-

nouveau Colisée de Québec, même si plusieurs de ses militants proviennent de la région.

Le premier événement du RLQ affiche complet, grâce à un «afflux imprévu de plus de 450 personnes». On y parlera d'environnement, de médias, d'économie et de nationalisme. Mais pas d'avortement ou de peine de mort. Les pro-vie et les autres groupes de conservateurs sociaux n'ont pas été invités. «Ça serait une diversion, explique

« Il y a des libertariens dans le RLQ, mais ce n'est pas mon cas. L'État doit jouer un rôle, comme avec les routes et la banque centrale. Mais pourquoi m'empêcherait-on de payer pour avoir une assurance privée pour ma santé? »

sage de l'État est pour elle une question d'efficacité. Et parfois aussi une question de principe. «Il y a des libertariens dans le RLQ, mais ce n'est pas mon cas. L'État doit jouer un rôle, comme avec les routes et la banque centrale. Mais pourquoi m'empêcherait-on de payer pour avoir une assurance privée pour ma santé?»

Elle salue le «travail de défrichage» du groupe des lucides. «Ils ont montré que le modèle québécois n'était plus soutenable. Et ça, c'était en 2005, en pleine croissance économique. Leur solution était de mieux le financer avec plus de tarification, moins d'impôt. Parfait, c'est bien. Mais ça ne suffit plus aujourd'hui. Il faut carrément sortir de notre dépendance à l'État. Chacun doit devenir plus responsable de ses frais de garderie et d'éducation.»

On ne peut l'accuser d'être inconséquente. Elle s'oppose au financement public d'un

Joanne Marcotte. On ne veut même pas se prononcer sur ces sujets-là, on ne s'y intéresse pas. On se fixe d'autres priorités.»

Sceptiques

L'ex-ministre péquiste Jacques Brassard et le sismologue Reynald Du Berger animeront un atelier sur le climato-scepticisme. Pourquoi ne pas avoir invité un climatologue? «Mais ça, on en voit partout dans les journaux», répond Joanne Marcotte. Sur son site, le RLQ annonce qu'on entendra un «discours important que l'élite médiatique traditionnelle refuse de diffuser».

Choisi-t-on la conclusion avant d'entendre les arguments? «Non, dit Joanne Marcotte. Elle assure ne pas être une idéologue. Ce n'est vraiment pas moi, ça, dit la passionnée de politiques publiques. Tout ce qui m'intéresse, c'est que ça marche.»